



## Gérard Koskovich, MÉMOIRES ET HISTOIRES LGBT ENTRE FRANCE ET ÉTATS-UNIS

(générique d'introduction)

Il débarque à Paris en 1982, avec seulement quelques mots de français, pour des recherches en histoire de l'art. De là, Gérard Koskovich découvre et intègre les milieux LGBT parisiens où il rencontre des militants historiques comme Jean Le Bitoux, Jacques Vandemborghe qui s'activent à Gai Pied....



**Gérard Koskovich**

Américain et francophile, il nous raconte ses recherches d'archives à Paris et l'urgence de sauver ces traces de nos histoires. Historien cofondateur de la *GLBT Historical Society* à San Francisco, il nous parle des différences d'approche entre la France et son pays natal en matière de conservation des mémoires LGBTQI.

Déjà tout enfant, issu de la classe prolétaire, à Los Angeles où ça n'était pas exactement agréable pour un petit pédé – et moi à l'âge de 5 ans, déjà je savais parfaitement bien que j'étais un petit pédé – j'ai toujours rêvé d'ailleurs. Rêvé qu'il y avait forcément un endroit où les gens étaient sophistiqués, cultivés et pas homophobes. Et pour moi c'était la France. Mais c'était juste un fantasme, ça n'avait rien à voir avec la réalité ! Puis j'ai fait mes études en histoire de l'art à l'université de Californie et à la fac de Stanford pour mon doctorat – jamais bouclé, comme pas mal de doctorants – et je suis arrivé pour la première fois en France il y a exactement 37 ans, pour faire des recherches en histoire de l'art pour mon doctorat.

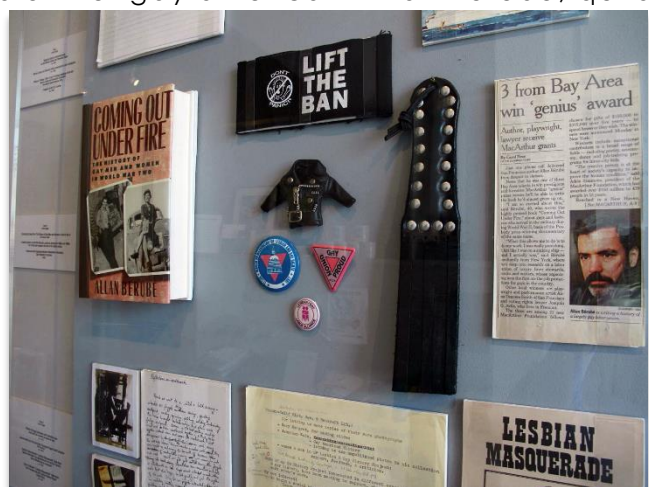


**Jacques Vandemborghe (gauche) et Jean Le Bitoux (droite) dans l'appartement de Jacques à Paris en 1985**

À l'époque je parlais à peine la langue française ! C'était en 1982. J'étais un véritable timide et je reste plutôt introverti donc c'était un acte de courage de venir en France, ne parlant pas vraiment français, et de simplement essayer de me débrouiller ! Et je l'ai fait. À la fin de cette visite, après 7 mois, il y a eu la Pride de 1983, troisième marche nationale

gaie et lesbienne. Lors du défilé, j'avais une pancarte que j'avais faite qui disait que j'étais un étudiant à Stanford. Un jeune homme s'est approché de moi. C'était Jacques Vandemborghe, journaliste à Fréquence Gaie, à Gai Pied et à Homophonies aussi à cette époque. Il m'a interviewé et on est devenu amis. Et puis quand je suis revenu en 1985 pour passer 3 mois à faire des recherches, il m'a hébergé chez lui et il a commencé à me présenter à des grands militants de l'époque, et notamment Jean Le Bitoux, qui est devenu un ami intime aussi.

Donc ça a commencé il y a longtemps. Et durant cette période allant de 1982 à 1983 où je ne connaissais quasiment personne, j'ai fréquenté les bars et les boîtes de nuit. Et je suis arrivé en France en ayant déjà un projet de documentation historique parce que peu avant mon départ, j'avais assisté à une conférence du grand historien pionnier gay américain Allan Bérubé, qui a fait le grand livre sur les gays et les lesbiennes lors de la Seconde Guerre Mondiale aux États-Unis sorti en 1990. Et donc lors de cette conférence sur l'histoire des bars gays et lesbiens à San Francisco, il a dit : « J'ai très peu de photographies parce que figurez-vous que dans les années 40, 50, voire 60, personne n'a fait de photographies des bars gays ! ». Et donc j'ai débarqué à Paris



**Exposition Allan Bérubé au GLBT Historical Society Museum de San Francisco en juillet 2011**

avec un projet : aller faire le tour de tous les bars gais et lesbiens et autres lieux : lieux de drague, locaux des associations, etc. pour les photographier. S'il y a des gens qui ont vu le documentaire récent *L'Étincelle*, les photographies du bar le *Village* dans le Marais sont des diapos que j'ai faites en 1983 parce que l'on n'a pas trouvé d'autres photographies du *Village* ! Ce qui m'étonne.



**Bar le Village à Paris en 1983**

La nuit gaie et lesbienne était aussi développée qu'à San Francisco ou à New York avec plein de bars, de boîtes de nuit. Ça bougeait à l'époque. Et côté associatif, j'ai lu la presse gaie de l'époque, mais durant ce premier séjour je n'ai pas vraiment fréquenté le milieu associatif – je ne parlais pas assez bien français ! Donc j'ai juste parcouru la presse mais j'avais l'impression que c'était vraiment dynamique à l'époque, avec des tentatives

de traiter des questions politiques, du militantisme. C'était également l'époque Chirac (Jacques Chirac, maire de Paris de 1977 à 1995, ndlr), avec la célèbre brigade des jardins et des parcs publics, qui a été constituée pour réprimer la drague homosexuelle dans les jardins publics (rires). J'ai balancé ça sur mon Facebook et tout le monde me disait : « Ah bon ?! ». Bon, la mémoire c'est important pour nous, n'est-ce pas ?

Déjà à l'époque, j'ai vu qu'il y avait des gens qui essayaient - c'est choquant de le dire – de créer un centre d'archives gaies à Paris ! Je suis allé aux *Mots à la Bouche* (librairie parisienne spécialisée dans les cultures LGBTQI, ndlr), c'était rue Simart avant, en 1982, début 83, pour parler avec Jean-Pierre Meyer-Genton qui était responsable de cette initiative des archives gaies à l'époque. Je lui ai confié tout un sac de tracts, de cartes postales et de machins de San Francisco pour le centre d'archives. Donc déjà, même à Paris, même en France, on commençait à s'intéresser aux questions de la mémoire et de l'Histoire. Un dossier qui reste un peu sensible, jusqu'à nos jours.



**Jean-Pierre Meyer-Genton, fondateur des Mots à la  
Bouche, été 1983, rue Simart  
(Crédits Photos : Jearld Moldenhauer)**

Lors de mon premier séjour en France, en 1982-83, j'ai fait 3-4 entretiens d'histoire orale avec des personnes âgées, et notamment avec Edouard Roditi, qui était poète-traducteur-interprète-critique d'art franco-américain, né en France mais son père était américain. Dans les années 20 il était un ami intime de René Crevel (écrivain et poète surréaliste, 1900-1935, ndlr), il a fréquenté les salons de Gertrude Stein – qu'il n'aimait pas beaucoup – il a rencontré André Gide quand il avait 15 ans. Gide a essayé de le tripoter d'ailleurs, ça ne lui a pas tellement plu (rires). Et donc il m'a raconté des histoires hallucinantes avec tous les bars, toutes les boîtes, tous les lieux de drague à Paris, à New York, à San Francisco. Et donc j'ai fait un entretien d'histoire orale avec lui qui dure 12 heures lors de trois séances, sur trois jours, et je n'ai même pas commencé à raconter toutes les histoires qu'il avait à me dire. Ça c'était un peu les débuts, quand j'ai commencé à m'intéresser à ces témoignages. Et surtout, après, ceux sur la vie des personnes LGBTQI « ordinaires » à Paris. Parce que oui, Edouard a des histoires à raconter sur son travail de traducteur et interprète à la conférence de fondation de l'ONU, ou au procès de Nuremberg, oui c'était intéressant, mais pour moi c'était plutôt les bars, les lieux de drague, les vespasiennes ! C'était passionnant d'entendre ces histoires-là.

En fait, je dois ajouter que j'étais là pour faire des recherches sur l'histoire de l'art du 19<sup>e</sup> siècle, bon. Mais chaque semaine, je prenais un après-midi, dans n'importe quelle bibliothèque ou centre d'archives, pour faire mes vacances

d'historien, en regardant l'Histoire LGBTQI dans ces sources-là ! Donc j'ai regardé à fond ce qu'on proposait à la Bibliothèque Nationale, et dans plusieurs centres d'archives patrimoniaux dans la région de Paris, sur le thème Histoire LGBTQI en France. Et donc déjà en 1982-83, j'ai commencé à être vraiment féru de cette Histoire. Et j'ai également fréquenté les bouquinistes, les librairies d'occasion, pour chercher des petites perles qui documentent notre Histoire. C'était en 1982-83, j'étais au début de ma carrière d'historien LGBTQI.

Après 1985, j'ai arrêté mes études. J'étais complètement désargenté. On était en pleine lutte contre le Sida. Et donc je suis resté dans la région de San Francisco pendant 10-11 ans. Je n'avais pas assez d'argent pour venir en France. Et puis finalement, en 1997, je me suis organisé pour revenir en France, ce que je fais annuellement donc, depuis 22-23 ans. J'ai commencé par un mois, chaque automne, maintenant c'est plutôt deux mois chaque automne et trois semaines au printemps, trois semaines en été, donc globalement 2-3 mois en France annuellement.

J'ai eu la bonne fortune de garder mon amitié avec Jacques Vandemborghe, avec Jean Le Bitoux, par correspondance, à l'époque, car on n'avait même pas d'emails. Et dès que je suis revenu en France, Jean en particulier m'a vraiment présenté à tout le monde, à tous les militants qu'il connaissait. Il m'a invité à plein de réunions, des conférences, des animations culturelles, etc. Donc dès 1997, j'ai commencé à vraiment m'intéresser au monde associatif LGBTQI et à chercher à trouver mon parcours pour contribuer un peu au militantisme, surtout autour des questions de la mémoire.

### **Hervé Latapie : Et alors quels ont été les grands débats ?**

Gérard Koskovich : À cette époque, au début des années 2000, ça tournait plutôt autour de la déportation pour motif d'homosexualité. Jean (Le Bitoux, ndlr) travaillait beaucoup sur cette question-là avec beaucoup d'autres. On a fait par exemple une conférence au Palais du Luxembourg, toute une journée d'étude sur la déportation pour motif d'homosexualité. C'était la première fois où j'ai pris la parole en public en France, et en français ! (rires) Je me souviens bien que j'étais vraiment stressé, mais ça a plutôt bien marché. Et là aussi, on a commencé - recommencé ! - à parler de cette question de centre d'archives, et de constituer des ressources. Par contre, dans les facs, à l'époque, il y avait très peu de gens qui s'intéressaient à cette question,

quasiment pas. Pour les étudiants de la fac, il n'y avait pas de directrices ou de directeurs de thèse qui soutenaient des recherches sur de tels thèmes. Il n'y avait pas de ressources, ni d'argent, ni d'archives. Et donc c'était bien différent des États-Unis, où déjà à l'époque, au début des années 2000, ça bougeait : au début des années 90, on a vu une quinzaine de thèses de doctorat en Histoire sur des thèmes LGBTQI aux États-Unis, il y avait une trentaine de centres d'archives LGBTQI, donc c'était plutôt développé et en France on était vraiment, comment dire, restés sur le chemin, mais avec beaucoup de galères et beaucoup de travail à faire.



**Conférence sur la déportation pour motif  
d'homosexualité au Palais du Luxembourg à Paris  
le 17 mai 2001 (Gérard Koskovich à gauche)**

Je crois que c'est lié au fait qu'aux États-Unis, ce sont les associations et les particuliers qui font le gros du travail de documentation, de constitution de fonds d'archives et de recherches historiques de base, parce que c'est un pays qui reste très jeune. Au 18<sup>e</sup> siècle, voire au 19<sup>e</sup> siècle, il y avait très peu de centres d'archives, très peu de recherches historiques sur notre propre Histoire, et donc dans la culture américaine on a l'habitude que c'est à nous de le faire, à la base. Et pour les groupes minoritaires, les gens racisés, les immigrés, les minorités religieuses, les personnes LGBTQI, nous avons tous le sentiment que reconstituer notre mémoire, notre Histoire, c'était une manière de trouver notre place dans la diversité de la société américaine, c'est donc un enjeu politique. De plus, les Américains, avec leur attitude entrepreneuriale et impérialiste, disons-le, ont l'habitude à la fac de dire « Oh, je vais m'installer en France, ou en Allemagne, ou en Amérique du Sud, ou je ne sais où, pour aller faire des recherches sur l'histoire de la sociologie, etc. ». C'est vraiment

typique des Américains d'avoir cette attitude - les Américains de base, les Américains de Donald Trump pas du tout - mais un tiers de la population porte vraiment de l'intérêt au monde entier et se sent parfaitement autorisé à le faire. Il y a des aspects positifs et négatifs à cette attitude.

Quand je suis arrivé en France, et encore plus depuis 20-22 ans - j'étais déjà libraire à l'époque même si je n'ai pas de librairie et que je fais ça directement à travers les grandes bibliothèques universitaires - j'étais à la recherche des documents et fonds d'archives les plus aptes à intéresser les chercheurs et les chercheuses à la fac, les étudiants, les profs, à être intéressants pour des expositions. Des éditions originales de Proust, ce n'est pas intéressant, mais tout un sac de papiers éphémères, des tracts, des flyers de boîtes de nuit, etc. ça oui c'est hyper intéressant ! J'avais déjà commencé à ramasser tout cela, et à proposer ces documents à des bibliothèques universitaires.

Et je dois dire que j'ai une espèce de déontologie personnelle : s'il s'agit de quelque chose d'unique, qui est important pour la recherche, je ne le vends jamais à des particuliers. Ça doit finir dans une bibliothèque, un centre d'archives ouvert au public, à tous les chercheurs, parce que mon travail de libraire, c'est principalement une espèce d'agence d'adoption pour des histoires oubliées et perdues, et ce n'est pas pour constituer des collections fétiches d'objets précieux, ça ça ne m'intéresse pas du tout. Par exemple, j'ai



### Périodiques du fonds d'archives Jacques Girard

acheté toutes les archives personnelles de Jacques Girard, un des fondateurs du CUARH (Comité d'urgence anti-répression homosexuelle, ndlr) et qui était un des responsables de la revue Homophonies, et aussi de leur commission déontologie et éthique professionnelle. Il faut savoir qu'à l'époque il était interdit d'être agréé comme avocat ou médecin ou coiffeur si on n'avait pas de « bonnes mœurs ». Au début des années 80, c'était dingue ! On n'avait pas

le droit de pratiquer comme coiffeur ou coiffeuse si on n'avait pas de bonnes mœurs, c'est-à-dire homo ! Ou lesbienne ! Donc il y avait toute une commission au sein du CUARH qui a demandé à l'État français de changer ces lois. Et j'ai toutes ces archives ! Là je ne les ai pas encore vendues. Mais c'est vraiment extraordinaire, il y a toutes les études qu'on a fait du marché, des périodiques, pour essayer de faire pérenniser le titre Homophonies, etc. Ce sont des documents introuvables ailleurs.

Ou bien, et on peut voir une partie de cela sur internet, depuis 20 ans j'ai constitué un fond de 500 cartes postales anciennes des différentes sortes de travestissement en France : des artistes du music-hall, des bals masqués, des cartes humoristiques, des séries illustrées de la Belle Époque où il y a une femme travestie en homme libertin aristo qui fait la cour à un joli paysan ou je ne sais quoi. J'en ai trouvé 500, mais pour cela j'ai regardé peut-être 75 000 cartes postales anciennes ! Je n'exagère pas, je ne fais que ça depuis 20 ans. Juste à Paris, j'ai trouvé une centaine de cartes postales de ce genre. La bibliothèque universitaire de Cornell à New York les achète et a récemment numérisé toute la collection, de sorte qu'on peut les trouver sur leur site internet.



**Un montage de 3 portraits de l'interprète de music-hall Louis Vernassier montrant sa transformation d'homme en femme (Cornell University Library)**

Ça (Gérard Koskovich montre un album au public) c'est un album de photos de la fin des années 70, c'est passionnant : c'est un album de photos d'une travailleuse du sexe transgenre, dans le Bois de Boulogne, et ce sont des instantanés d'elle, de ses ami.e.s, de ses lieux de travail. Il y a une centaine de photos privées, avec en plus la photo de son arrestation par la police, avec les numéros du dossier, etc. c'est passionnant ! Là aussi, c'est quelque chose de privé, c'est intime, ça documente une partie de la population LGBTQI, de notre culture, qui risque de nous échapper complètement, même si c'est quelque chose de récent. Donc pour moi, venir avec mon respect et ma



passion pour ces histoires, et trouver un document comme ça, c'est inimaginable. Ça non plus, je ne l'ai pas encore vendu.

Comme n'importe où dans le monde, la majorité de nos sources archivistiques traînent dans des boîtes, des garages, des placards, sous des lits, en somme chez des particuliers. De même pour les archives des associations, qui ne durent pas très longtemps, qui n'ont pas forcément de locaux, ce sont les adhérents de l'association qui en conservent les archives. Il faut un véritable travail pour entrer en contact avec ces gens, pour les convaincre finalement de confier leurs archives à un centre d'archives ou une bibliothèque. C'est pourquoi le travail que fait le collectif Archives LGBTQI ici à Paris est tellement important ! Oui, trouver un local, ouvrir un centre d'archives, c'est important, mais d'abord trouver les archives, et faire en sorte que les gens aient assez confiance pour les donner, ça c'est le travail de base, et c'est ce qu'on est en train de faire à Paris.

Pour les chercheurs ça reste difficile, en France, parce que, mettons qu'on veuille faire une thèse de doctorat, mieux vaut démontrer à la directrice ou au directeur de thèse qu'il existe tout un fonds d'archives, qu'on peut passer un an à tout consulter, et puis après se mettre à rédiger. On ne peut pas dire qu'on va passer 40 ans à regarder 300 milliers de petits bouts pour constater s'il existe ou non assez de documents pour faire une thèse ! Ça ne marche pas comme ça l'Université (rires). C'est difficile en France parce qu'il y a si peu de fonds d'archives accessibles au public pour le faire. Je viens de parler avec un collègue en Allemagne qui s'intéresse à l'histoire du porno gay en France dans les années 70, il a dû partir à l'université Cornell à New York pour consulter les revues et les documents porno gay français que je leur ai vendus, parce qu'il n'existe pas de centre d'archives en France où on peut trouver une telle richesse de documentation !

Les deux pays ont des histoires, des langues, des cultures, des économies, une démographie bien différentes. C'est normal que les choses se passent différemment dans les deux pays, on ne peut ni dire qu'on est à la traîne en France ni qu'on est à la traîne aux États-Unis, c'est simplement différent et adapté à nos propres cultures, nos propres ressources. Ce que je veux dire, c'est qu'il y a autant de militants et de militantes, en France, qui ont la passion, la sophistication, l'esprit critique, la fougue nécessaires pour faire le travail, et qui le font ! Je me sens vraiment à l'aise dans le monde militant et associatif en France parce que je me trouve chez mes pairs. Sur certains sujets, il y a des

différences très marquées. Il y a 2-3 choses que je peux dire là-dessus. Par exemple, aux États-Unis, le monde associatif est bien plus développé qu'en France, et c'est en partie parce qu'aux États-Unis, depuis le début, et surtout jusqu'au début du 20<sup>e</sup> siècle – et dans certaines parties du pays ça reste une réalité – il y avait très peu d'offre culturelle officielle. L'État ne s'intéresse pas du tout à la Culture, c'était aux individus, aux groupes, aux villes, de s'intéresser à ces questions-là, ce qui a contribué à un esprit associatif très très développé aux États-Unis. Dès que l'on constate un problème, un intérêt, un centre d'intérêt partagé, on se dit : « Je dois trouver 2-3 autres personnes pour créer une association ! » C'est absolument normal pour nous. Les associations sont souvent énormes, immenses, ont plein d'adhérent.e.s, ont beaucoup de pouvoir, et en plus il y a de l'argent pour les associations parce qu'on paye moins de taxes. On ne paye pas de taxes pour la Culture ou pour le monde associatif, alors on est partant pour donner de l'argent, sans compter la sponsoring des grandes sociétés, tout cela fait en sorte qu'il y a des ressources pour le monde associatif !

Par exemple, chez nous à San Francisco, le centre d'archives et musée LGBTQI, la *GLBT Historical Society*, a commencé par une réunion de fondation où on avait une cinquantaine de personnes qui ont fondé l'association en 1985. On a dit : « Bon, on va sortir 10 dollars de nos poches » pour avoir un peu d'argent, et on a commencé comme ça, en se disant qu'on pouvait le faire. Et maintenant, 35 ans après, on a un budget annuel de 1 225 000 dollars, ce qui est plutôt bien ! Mais on a commencé avec rien. Et pendant dix ans, on n'avait quasiment rien. On a fait le travail, nous nous sommes établi.e.s comme des gens crédibles, sérieux, et finalement, la ville, et puis l'État de Californie, l'État fédéral, les grands mécènes, ont commencé à nous aider. Mais d'abord, c'était un travail associatif avec trois sous et beaucoup de volonté. En France, on peut faire cela, mais il y a une attitude liée au fait qu'on paye l'État pour subventionner la Culture, et donc on s'attend à ce que l'État nous donne de l'argent, et sans cela, il est difficile de vraiment faire démarrer une initiative culturelle. Et ça c'est une différence entre les États-Unis et la France, et c'est également cette question de sponsoring des grandes sociétés, de fondation, qui s'est développée de manière différente en France.



Cette question de diversité aux États-Unis et en France, c'est bien différent ! (rires) Car là aussi, aux États Unis, quasiment tout le monde – à part la population autochtone – est arrivé d'ailleurs il y a 200 ans. Donc il y a une énorme diversité de religions, d'ethnies, de races, et on a l'habitude de se penser comme quelqu'un qui cumule plusieurs identités : identité ethnique, religieuse, de genre, de sexualité, et de jongler avec. En France, on est plutôt individu ou citoyen, et entre les deux : une zone un peu suspecte. « Communauté », c'est un gros mot, en France ! Pas aux États-Unis. La diversité, pour les Américains, passe par une recherche constante de tous les moyens pour bien respecter nos différences. Est-ce qu'on arrive à le faire ? Et bien, non, pas du tout (rires). C'est une aspiration qu'on ne va jamais accomplir. Mais on fait cet effort et ça offre un terrain culturel où il est possible de se trouver en marge, mais d'imaginer qu'avec un effort, un mouvement – politique, militant, culturel, etc. – on pourrait accéder à un certain pouvoir, un certain respect dans la société. Et tout le monde a l'habitude de le faire. Ce n'est pas exactement comme ça en France, c'est différent. Et pour moi, ce sont juste des différences. Je pourrais dire des choses aussi critiques en ce qui concerne ce qu'il se passe aux États-Unis et notre système, c'est juste une culture différente.

En plus, en tant qu'Américain, j'ai un peu le privilège de faire la diplomatie-navette en France. On me permet de fréquenter toutes les chapelles, de connaître tous les gens qui se détestent, parce que je ne suis pas vraiment là à Paris, je ne fais pas vraiment partie de ces luttes, je viens de l'extérieur, et donc on me permet un peu de faire, là encore, une espèce de travail d'ethnologue, de rester légèrement à l'écart. J'apprécie beaucoup, c'est vraiment un rôle auquel je tiens.

San Francisco est plutôt unique en fait. Oui, ça existe n'importe où. Là on décrit le comportement des humains en groupe. Mais je dois dire que, avec mes expériences de Londres, de Berlin, de plusieurs villes aux États-Unis, d'Amsterdam, c'est vraiment une spécificité française que de se lancer dans des guerres intestines, de s'entretuer. Dès qu'on commence à faire quelque chose d'intéressant, et surtout à décrocher des sous, tout le monde est là pour dire : « On fait pas comme ça ! C'était à moi de le faire ! ». C'est vraiment un art français. Et quand mes ami.e.s aux États-Unis me demandent quel est le sport national français, je dis : « C'est pas le foot ! C'est les guerres intestines entre militant.e.s ! » (rires) Et je comprends bien : La France, c'est le pays qui a inventé la politique. Et immédiatement après, on a commencé à couper les

têtes – mais, littéralement, à couper des têtes. Et donc, il y a tellement de passion, tellement d'esprit critique, que parfois ça déborde un tout petit peu, c'est difficile à gérer. Oui, on voit ça ailleurs, oui, certainement, mais en France, c'est vraiment développé en art.

**Un enregistrement réalisé par Thomas Santer au Centre LGBTQI+ de Paris Île-de-France le 27 octobre 2019. Animation et programmation : Sam Bourcier, Hervé Latapie, Renaud Chantraine. Cet épisode a été réalisé par Marin Lefèvre. Le Feuilleton des luttes est un podcast produit par le Collectif Archives LGBTQI, en partenariat avec le Centre LGBTQI+ de Paris Île-de-France. La communication autour du Feuilleton des luttes a été réalisée en partenariat avec le Master Information Communication CRDM de l'Université Paris Nanterre. Avec le soutien de la Dilcrah, délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT. © 2021**